



Distr.
GENERALE
S/3145
1er décembre 1953
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

EXPOSE SUCCINCT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES QUESTIONS DONT EST SAISI
LE CONSEIL DE SECURITE ET SUR LE POINT OU EN EST LEUR EXAMEN

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente, sur les questions dont le Conseil de sécurité est saisi et sur le point où en est leur examen à la date du 28 novembre 1943, l'exposé succinct ci-après :

1. Question iranienne (voir S/1456).
2. Accords spéciaux prévus à l'Article 43 de la Charte et organisation de la force armée mise à la disposition du Conseil de sécurité (voir S/1456).
3. Règlement intérieur du Conseil de sécurité (voir S/1456).
4. Statut et règlement intérieur du Comité d'état-major (voir S/1456).
5. Réglementation et réduction des armements de type classique et des forces armées (voir S/1456 et S/2527).
6. Désignation d'un gouverneur pour le Territoire libre de Trieste (voir S/1456, S/3114, S/3123 et S/3135).

Conformément à la décision qu'il a adoptée à sa 634^{ème} séance, le Conseil de sécurité a inscrit cette question à l'ordre du jour de sa 64^{ème} séance qui s'est tenue le 23 novembre 1953. Le représentant des Etats-Unis a proposé que la discussion de cette question soit remise à une séance entre le 8 et le 15 décembre, dont le Président fixerait la date précise. Après une brève discussion, le Conseil a adopté cette proposition par 9 voix contre zéro, avec une abstention.

7. Question égyptienne (voir S/1456).
8. Question indonésienne (voir S/1456).
9. Procédure de vote au Conseil de sécurité (voir S/1456).
10. Procédure d'application des Articles 87 et 88 de la Charte concernant les îles du Pacifique sous la tutelle stratégique des Etats-Unis d'Amérique (voir S/1456).

11. Demandes d'admission (voir S/1456, S/2451 et S/2679).
12. Question palestinienne (voir S/1456, S/1864, S/1878, S/1904, S/1912, S/2104, S/2114, S/2150, S/2164, S/2268, S/2280, S/2303, S/2325, S/3123, S/3134, S/3138 et S/3142).

A ses 642ème et 643ème séances, tenues les 24 et 25 novembre 1953, le Conseil de sécurité a poursuivi l'examen de la partie de ce point de son ordre du jour qui est intitulée "Mise en oeuvre et respect des Conventions d'armistice général, eu égard notamment aux récents actes de violence et, en particulier, à l'incident survenu à Kibiya les 14 et 15 octobre : rapport du Chef d'état-major de l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve".

A la 642ème séance, le représentant d'Israël a attiré l'attention sur la lettre (S/3140) qu'il avait adressée au Secrétaire général le 23 novembre et dans laquelle il lui demandait, conformément aux dispositions de l'article XII de la Convention d'armistice général jordano-israélienne, de convoquer d'urgence une conférence de représentants des deux Parties, afin de procéder à une révision de la Convention. A cette même séance, les auteurs du projet de résolution à l'examen ont présenté une version modifiée (S/3139/Rev.2) de leur proposition tendant à ajouter, à la partie C, dans laquelle le Conseil demande au Chef d'état-major de présenter dans les trois mois un rapport sur le respect et l'exécution des conventions d'armistice général et de formuler dans ce rapport des recommandations appropriées, un membre de phrase stipulant que le rapport devra tenir compte de tout accord intervenu à la suite de la requête du Gouvernement d'Israël pour la convocation de la conférence prévue à l'article XII de la Convention d'armistice général conclue entre Israël et la Jordanie. Le texte révisé du projet de résolution a été mis aux voix et adopté par 9 voix contre zéro, avec 2 abstentions. A la séance suivante, le Conseil a entendu les explications de vote qu'ont données plusieurs représentants.

13. Question Inde-Pakistan (voir S/1456, S/1463, S/1472, S/1479, S/2025, S/2058,, S/2070, S/2132, S/2416, S/2527, S/2845 et S/2890).
14. Question tchécoslovaque (voir S/1456).
15. Question du territoire libre de Trieste (voir S/1456).
16. Question du Haïdérabad (voir S/1456).
17. Notifications identiques adressées au Secrétaire général, le 29 septembre 1948,

par les Gouvernements de la République française, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des Etats-Unis d'Amérique (voir S/1456).

18. Contrôle international de l'énergie atomique (voir S/1456).
19. Plainte pour invasion armée de l'île de Formose (Taïwan) (voir S/1774, S/1785, S/1831, S/1912 et S/1928).
20. Plainte pour bombardement aérien du territoire de la Chine (S/1774, S/1785, S/1803 et S/1811).
21. Plainte contre le Gouvernement de l'Iran pour non-observation des mesures conservatoires indiquées par la Cour internationale de Justice dans l'affaire de l'Anglo-Iranian Oil Company (voir S/2364 et S/2398).
22. Proposition d'inviter les Etats à adhérer au Protocole de Genève de 1925 concernant la prohibition de l'emploi de l'arme bactérienne (voir S/2679 et S/2687).
23. Demande d'enquête au sujet d'un prétendu recours à la guerre bactérienne (voir S/2687 et S/2693).
24. Demandes d'accession au statut de la Cour internationale de Justice.

A sa 641ème séance, tenue le 23 novembre 1953, le Conseil de sécurité a examiné une lettre du 26 octobre 1953 adressée au Secrétaire général par l'observateur permanent du Japon auprès des Nations Unies, transmettant un télégramme, en date du 24 octobre 1953 du Ministre des affaires étrangères du Japon touchant la demande d'accession au statut de la Cour internationale de Justice présentée par le Japon (S/3126) et une lettre du 6 novembre 1953 adressée au Secrétaire général par le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de la République de Saint-Marin touchant la demande d'accession au statut de la Cour internationale de Justice présentée par la République de Saint-Marin (S/3137). Sur la proposition du Président, le Conseil de sécurité a décidé conformément aux précédents, de renvoyer ces demandes pour examen aux experts du Conseil de sécurité.

25. Election d'un membre de la Cour internationale de Justice.

A sa 644ème séance, tenue le 27 novembre 1953, le Conseil de sécurité s'est réuni pour procéder à l'élection d'un membre de la Cour internationale de Justice, en vue de pourvoir le siège devenu vacant par suite de la démission du juge Serguei Aleksandrovitch Golounsky (S/3127). Un vote a eu lieu au scrutin secret

sur les candidats présentés par les groupes nationaux. Il a donné les résultats suivants : 9 voix en faveur de M. Kojevnikov, une voix en faveur de M. de Laval et un bulletin blanc. En conséquence, le Président a annoncé que M. Kojevnikov était désigné par le Conseil de sécurité pour être candidat au siège vacant à la Cour internationale de Justice.

